



Desjardins

NOTES POUR UNE ALLOCUTION DE

MME MONIQUE F. LEROUX,
PRÉSIDENTE ET CHEF DE LA DIRECTION
DU MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS

DEVANT LES MEMBRES DE LA
CHAMBRE DE COMMERCE DE QUÉBEC

« LE SAVOIR, POUR PRENDRE NOTRE AVENIR EN MAIN »

QUÉBEC, LE 19 NOVEMBRE 2008

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

J'aimerais avant tout remercier la Chambre de commerce de Québec pour son invitation. J'ai été très heureuse de participer, comme représentante de Desjardins, au lancement des célébrations du 200^e anniversaire de votre Chambre le mois dernier, mais aujourd'hui, c'est un grand privilège pour moi de m'adresser à un public aussi distingué de gens d'affaires et de décideurs de la Capitale-Nationale pour vous entretenir d'un sujet qui me tient à coeur.

Si j'ai choisi aujourd'hui de vous parler d'éducation et de savoir, c'est que, selon moi, la richesse et la croissance économique d'une société découlent directement de sa capacité à développer son capital humain.

Comme présidente du plus important employeur privé au Québec, comme membre de conseils d'administration d'universités, mais aussi comme citoyenne et mère, l'éducation est pour moi un enjeu incontournable, qui ne doit surtout pas être mis sur une tablette en période de crise financière.

Dans le contexte de ce qui se passe dans les marchés mondiaux, vous me permettrez toutefois de modifier quelque peu le plan initial de mon allocution pour aborder ce sujet qui occupe aujourd'hui tous les esprits.

Car s'il nous faut garder le cap sur nos objectifs et ne pas perdre de vue le long terme, j'estime que nous avons, vous et moi, comme leaders d'entreprises et gens d'affaires, une responsabilité à l'égard de la confiance. Tout en faisant une lecture réaliste de la situation, nous devons demeurer en mode de recherche de solutions.

Le système financier canadien : une solidité et une stabilité qu'il importe de maintenir et de protéger

Lorsque j'ai été élue à la présidence du Mouvement en mars dernier, la crise des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis avait déjà eu quelques effets secondaires sur les marchés financiers, mais ces effets demeuraient alors relativement modérés. La pression s'est accrue au cours des derniers mois pour atteindre un point culminant cet automne.

Depuis lors, un climat de grande volatilité persiste et on s'attend à ce que l'économie réelle en subisse les contrecoups en 2009.

Nous avons rendu publics ce lundi nos résultats financiers et comme vous avez été à même de le constater, Desjardins n'a pu échapper aux soubresauts des marchés. Fort heureusement, ce que j'appelle notre assise fondamentale et notre force motrice, notre réseau de caisses, continue de bien performer avec des excédents d'exploitation en hausse de 21 % après neuf mois. Ce sont nos activités de placement exposées aux marchés internationaux qui ont souffert de la situation économique.

Cela dit, Desjardins n'en continue pas moins d'afficher un bon bilan, notamment au chapitre de sa capitalisation, qui demeure l'une des meilleures de l'industrie financière au Canada, ainsi qu'au chapitre de la qualité de son portefeuille de prêts. Nous gardons le cap sur notre plan de match et c'est dans des situations comme celle-là que l'on peut prendre toute la mesure de l'avantage du modèle coopératif, puisqu'il nous permet de viser le long terme sans avoir à réagir au gré des trimestres.

Dans l'environnement mondial difficile que nous connaissons, il faut rappeler que le Canada occupe une place relativement enviable. Le gouvernement canadien est le seul du G7 à avoir réalisé un surplus budgétaire au cours des dernières années. Et si l'économie qui se contracte chez nos voisins du Sud entraîne des difficultés pour tous les secteurs tournés vers l'exportation, la dynamique de l'économie intérieure, tant au Canada qu'au Québec, devrait nous permettre de mieux résister à la tempête.

De même, alors que des banques américaines et européennes ont été sérieusement malmenées au cours des derniers mois, le système bancaire canadien n'a pas été touché aussi durement. Il en va ainsi parce que, d'une façon générale, nous n'avons pas emprunté ici certains modèles d'affaires plus risqués qui ont fait ailleurs d'importants dommages.

Le Canada n'est toutefois pas une île, et nous saluons les mesures spéciales qui ont été annoncées par le gouvernement fédéral et la Banque du Canada pour assurer la stabilité du système financier canadien. Le Mouvement Desjardins est bien entendu satisfait de se voir inclus parmi les institutions financières qui pourront, au besoin, bénéficier de ces mesures, voyant ainsi pleinement reconnu son rôle dans le système financier canadien.

Je tiens dans ce contexte à souligner l'appui indéfectible que la ministre des Finances du Québec et les hauts fonctionnaires de son ministère nous ont accordé, et je salue également les initiatives mises de l'avant par le gouvernement du Québec.

Une nouvelle ère de coopération?

Si tous les pays de la planète sont affectés par la crise actuelle, tous font aussi partie de la solution. L'expérience des derniers mois nous permet en effet de prendre conscience à quel point nos économies sont aujourd'hui interreliées.

C'est peut-être justement dans une conscience renouvelée de notre interdépendance que réside aujourd'hui l'espoir. Comme en témoigne la rencontre du G20 du week-end dernier, qui réunissait des leaders des grands pays industrialisés et des pays émergents, nous voyons actuellement à l'œuvre un niveau de concertation et de coopération que nous n'avions pas vu depuis longtemps à l'échelle de la planète

Si la crise actuelle a pour effet de convaincre de l'importance de la coopération, si elle entraîne la mise en place de mécanismes multilatéraux qui permettront d'agir plus efficacement à l'avenir, elle aura eu au moins une conséquence positive.

Je souhaite enfin que les leçons que nous saurons tirer de l'expérience des derniers mois nous aideront à mettre en place des mécanismes qui permettront dans l'avenir de mieux gérer la relation entre l'innovation financière, la gestion des risques, l'encadrement réglementaire et la reddition de comptes.

Mais je souhaite aussi que nous gardions le cap sur le long terme et sur un facteur qui doit transcender toutes les crises : le capital humain.

Le capital humain : l'importance de la valeur des gens

Le capital humain – ou la valeur des gens – englobe le savoir, les qualifications, les compétences, le savoir-faire et les autres qualités des personnes.

Depuis les années 60, les économistes s'accordent sur le rôle crucial du capital humain dans la croissance économique des nations. Or l'éducation joue un rôle clé dans son développement. Plus on est éduqué, plus le risque de chômage décroît et plus le niveau salarial augmente. Cela se traduit ultimement par une plus grande productivité des individus et de l'ensemble de l'économie.

De fait, l'OCDE établit un lien très net entre le PIB d'un pays et la qualité de son capital humain : pour chaque augmentation d'un an du niveau de scolarisation moyen d'un pays, le niveau du PIB par habitant croît d'environ 5 % à long terme.

Mais l'impact de l'amélioration du capital humain va aussi bien au-delà de l'économie. On le constate partout dans les pays développés : le niveau de vie et l'état de santé des personnes s'améliorent, et l'engagement et la solidarité sociale s'accroissent.

Le Québec : de la Révolution tranquille à l'économie du savoir

Prenons par exemple le cas du Québec. Depuis la Révolution tranquille, il est très clair que nous avons fait des progrès immenses comme société. Notre niveau de vie, notre administration publique et nos filets sociaux font l'envie de plusieurs nations. Et la réputation de nos entrepreneurs et de nos créateurs, de même que les découvertes de nos chercheurs, nous font honneur partout dans le monde.

Sur le seul plan de l'activité économique, les secteurs des services et les secteurs à haute intensité technologique n'ont cessé de croître. On le constate d'ailleurs ici même à Québec, où l'économie du savoir occupe une place grandissante. Est-il besoin de rappeler que plus de 4 000 entreprises de la région oeuvrent aujourd'hui dans les domaines de l'optique-photonique, de la sécurité et du divertissement interactif? Sans compter les secteurs des sciences de la vie et de la transformation agroalimentaire qui se taillent actuellement une place de choix dans l'économie.

Dans leur plus récente étude sur l'économie la Capitale-Nationale, notre équipe d'économistes chez Desjardins suggérait même que l'économie du savoir pourrait fort bien prendre la relève du secteur public comme moteur de croissance!

Or comment en est-on arrivé à ce niveau de développement en si peu de temps?

Je dirais que c'est essentiellement parce qu'à l'époque de la Révolution tranquille, l'éducation était LA priorité de la société et de notre gouvernement!

Et on peut dire que le slogan de l'époque, « *Qui s'instruit s'enrichit!* », a été entendu par la population.

Au cours des quarante (40) dernières années, en effet, le niveau de scolarisation médian des Québécois a augmenté de six ans et le Québec se classe aujourd'hui parmi les meilleurs au monde, selon l'OCDE, pour l'efficacité de son système d'éducation primaire et secondaire. Quant aux études supérieures, la proportion de diplômés du collégial a plus que doublé, pour atteindre 42 % en 2006 et celle des diplômés universitaires a pratiquement triplé, passant à 27 % pour la même année.

Bien sûr, il nous reste encore du travail à faire pour contrer le décrochage scolaire et augmenter notre taux de diplomation du côté des doctorats, mais globalement, nous pouvons être très fiers de nos réalisations. Notre système d'éducation public, et tout particulièrement son réseau d'universités, est devenu l'un des principaux agents de l'évolution de notre province.

L'impact dynamique des universités

Nous connaissons tous les études d'impact économique découlant de l'activité d'une institution ou d'une entreprise dans une région, mais dans le cas des universités, il y a beaucoup plus. Les universités ont un impact dynamique sur l'économie, c'est-à-dire qu'elles génèrent une hausse de productivité grâce à l'apport du capital humain qu'elles forment, à la valorisation de la recherche qu'elles effectuent, au fait que la recherche universitaire stimule la recherche en entreprise et améliore les méthodes de production, et qu'elle attire de nouveaux investissements, particulièrement en haute technologie.

Où en serait la diversification économique de la Capitale-Nationale sans la formation, sans la recherche, sans les transferts technologiques issus de l'Université Laval? Quand on parle des impacts dynamiques des universités, c'est de cela qu'il s'agit.

D'après une étude rendue publique aujourd'hui même par les Études économiques de Desjardins, avec la collaboration du réputé chercheur Fernand Martin, on évalue à près de 12 milliards de dollars en 2006 l'impact dynamique de l'ensemble des universités québécoises sur notre économie.

Or 12 milliards de dollars, c'est loin d'être négligeable : cela représente la moitié du PIB de la Capitale-Nationale et 4 % du PIB total du Québec!

Le Québec à l'heure des choix : priorité à l'éducation

Si la preuve est faite que nos universités génèrent des retombées économiques et sociales importantes, nous nous retrouvons aujourd'hui à l'heure des choix. Plusieurs intervenants ont déjà sonné l'alarme quant à la compétitivité future de nos universités, qui montrent des signes de ralentissement et de recul inquiétants, liés notamment à leur sous-financement par rapport aux autres universités canadiennes.

Par ailleurs, on le sait, le bassin de main-d'œuvre commencera à diminuer dans quelques années au Québec, affectant directement le potentiel de croissance de notre économie. Or pour assurer sa prospérité future dans un contexte de faible croissance démographique et de concurrence accrue des pays émergents, il est évident que l'avenir du Québec — et je crois que tout le monde s'entend là-dessus, — réside dans l'économie du savoir et le développement de notre capital humain, lesquels passent inévitablement par nos universités.

Comme l'écrivait Alain Dubuc dans son *Éloge de la richesse*, si « Le mantra des courtiers immobiliers c'est : *location, location, location*. Pour la création de richesse, ce serait *éducation, éducation, éducation*. »

Bref, pour assurer notre avenir collectif, l'éducation doit redevenir notre priorité, comme elle l'a été à l'époque de la Révolution tranquille. Nous devons développer ensemble une stratégie où l'éducation — particulièrement l'éducation supérieure et la recherche universitaire — jouera un rôle central. Bâtir une société sur le savoir et développer pleinement notre capital humain doivent constituer nos priorités d'investissement.

Compte tenu de l'impact dynamique des universités, je suis convaincue que ce sera très profitable pour toute notre économie.

La prise en charge par le milieu

Mais que pouvons-nous y faire, me direz-vous, comme entrepreneurs et chefs d'entreprises?

Dans son discours de la rentrée en septembre dernier, Christian Goulet, le président de votre Chambre de commerce, disait qu'il fallait se projeter dans l'avenir, travailler pour les générations futures, se doter d'une vision à long terme.

Si la main-d'œuvre constitue évidemment LA grande priorité immédiate pour les leaders de votre Chambre de commerce, l'éducation n'est-elle pas un élément important de la solution?

Comme gens d'affaires, nous avons le pouvoir de nous mobiliser et d'agir pour faire en sorte que notre système d'éducation continue à soutenir notre capacité d'innovation, notre compétitivité et notre croissance économique.

C'est ce qu'Alphonse Desjardins appelait le *self-help*, s'aider soi-même.

Les contributions de Desjardins au secteur de l'éducation

Le Mouvement Desjardins accorde énormément d'importance à l'éducation, qui fait d'ailleurs partie intégrante de notre mission depuis la fondation de la caisse de Lévis en 1900. Chez Desjardins, nous nous faisons également un devoir d'investir dans l'éducation et la formation de nos dirigeants élus et de nos employés, actuels et futurs.

Par exemple, nous avons été la première entreprise à conclure une entente avec l'Université Laval pour la formation continue des gestionnaires des caisses au début des années 90. Le *Certificat en gestion des organisations (1991)* et le *Certificat en leadership du changement (1998)*, développés spécifiquement pour Desjardins, sont maintenant offerts à tous. Ce sont d'ailleurs ces programmes qui ont permis à

l'Université Laval de développer le créneau de la formation continue adapté aux entreprises.

Je profite d'ailleurs de l'occasion pour annoncer la création de la *Bourse Fondation Desjardins Philosophie, éducation et culture* en collaboration avec la Chaire sur la Philosophie dans le monde actuel de l'Université Laval. Cette bourse de 20 000 dollars vise à appuyer la recherche sur les enjeux les plus urgents de l'éducation, comme les transformations du savoir à l'ère des nouvelles technologies de l'information ou l'avenir des universités et de l'enseignement supérieur. Cette contribution à notre système d'éducation n'est évidemment pas la seule. Tous niveaux confondus, nous avons investi plus de 12 millions de dollars dans ce secteur en 2007 seulement.

Plus récemment, nous avons aussi relancé l'Institut Coopératif Desjardins, qui est un peu notre université d'entreprise. Si une telle initiative n'est pas nécessairement à la portée de toutes les entreprises, l'association peut représenter une solution intéressante pour se donner les moyens de former la main-d'œuvre dont chacune a besoin.

Les gens de Québec semblent d'ailleurs avoir très bien compris l'idée. Pensons seulement à l'École nationale du divertissement interactif lancée l'été dernier grâce à la collaboration d'entreprises, d'institutions et d'intervenants économiques du milieu; pensons aussi au Centre de développement en assurances et services financiers créé l'an dernier par onze compagnies d'assurances, dont Desjardins Sécurité financière et Desjardins Groupe d'assurances générales.

Éduquer, entreprendre et coopérer

Dans un contexte où nous expérimenterons dans les années à venir une plus grande rareté de main-d'œuvre et que l'économie gagnera toujours en complexité, **éduquer** est une priorité que nous ne pouvons absolument pas négliger. Parce que :

Éduquer, c'est nous assurer que les jeunes qui arrivent sur le marché du travail ont les habiletés suffisantes pour jouer le rôle qu'on attend d'eux.

Éduquer, c'est aussi développer le capital humain qui nous permettra de tirer notre épingle du jeu dans l'économie du savoir, à l'heure où non seulement les grands pays industrialisés mais aussi les pays émergents tels que la Chine et l'Inde investissent de façon soutenue dans la recherche et l'éducation.

À n'en pas douter, l'éducation sera le moteur de notre prospérité future, de notre capacité d'innovation et de notre capacité d'**entreprendre** dans un monde global et concurrentiel.

Mais le *self-help* doit aussi avoir une portée plus large.

Pour bien préparer le terrain aux prochaines générations, je crois que nous devons en fait conjuguer ensemble trois verbes : **éduquer**, **entreprendre** et **coopérer**.

Alors qu'il était actif au sein de la Chambre de commerce de Lévis, en 1891, Alphonse Desjardins écrivait :

« Que nous manque-t-il donc pour être un centre prospère et industriel? Ce qui nous manque, ne nous le cachons point, c'est un peu plus d'esprit d'initiative, joint à une dose d'audace compatible avec la prudence et la sagesse les plus ordinaires. Ce qui nous manque, disons-le franchement sans fausse honte comme sans crainte, c'est une connaissance plus approfondie des incomparables avantages que nous possédons, et que nous laissons dormir dans une très coupable inactivité. »

Pourrait-on trouver un plaidoyer plus clair sur la nécessité d'entreprendre ?

Depuis l'époque d'Alphonse Desjardins, nous avons appris au Québec à nous servir de nos atouts et à prendre notre place sur le terrain économique.

Entreprendre, c'est continuer à développer chez les plus jeunes le goût de bâtir et d'innover. Les PME jouent un rôle tellement important au sein de notre économie que la création soutenue de nouvelles entreprises sera toujours un élément incontournable de notre prospérité. Chez Desjardins, nous y croyons, à titre d'institution financière la plus engagée auprès des PME du Québec.

Entreprendre, c'est aussi, dans nos grandes entreprises, continuer à oser et à mener à terme de nouveaux projets. C'est continuer à faire valoir de nouvelles idées et à développer de nouveaux marchés avec des modèles d'affaires distinctifs.

Entreprendre, c'est continuer à bâtir les entreprises qui créeront demain la richesse, tant humaine qu'économique.

Avec l'éducation et l'entrepreneurship, la coopération nous permettra, à mon avis, de tracer le plus sûr chemin vers un avenir à la hauteur de nos attentes.

Coopérer c'est d'abord une attitude, une propension à la concertation et à la collaboration. Nous avons prouvé que nous savons le faire.

Coopérer, ce sera faire grandir le Québec en mettant pleinement en valeur le savoir, les ressources et le capital humain qui s'y trouvent.

Coopérer, ce sera aussi faire entendre nos voix à l'unisson, notamment pour faire entendre toute l'importance que nous accordons à l'éducation.

Coopérer, ce sera nous doter d'objectifs communs ambitieux et garder le cap sur leur atteinte. C'est en rangs serrés que nous allons réussir dans le marché global – un marché où nous ne pouvons avoir de réelle force de frappe que tous ensemble.

La conjoncture actuelle ne doit pas nous paralyser. Cette période difficile doit au contraire stimuler nos ambitions pour nous permettre de mieux rebondir par la suite. C'est à leur capacité de transformer les menaces et les épreuves en nouvelles occasions de développement qu'on reconnaît les vrais gagnants!

En 1924, Dorimène Desjardins écrivait ceci à ceux qui avaient pris la relève de son mari décédé :

« Vous parlez d'obstacles nombreux que vous rencontrez dans votre travail pour la continuation, l'extension et la consolidation des caisses; laissez-moi donc espérer qu'ils ne vous arrêteront pas en chemin, qu'au contraire vous marcherez ferme et confiant vers le but fixé. »

Misons ensemble sur **le savoir**, pour prendre notre avenir en main.

Misons ensemble sur **l'éducation**, **l'entrepreneurship** et **la coopération** pour nous donner les moyens de réaliser avec confiance les ambitions que nous avons pour l'avenir de nos enfants.

Je vous remercie de votre attention.